

menter la pension de vieillesse de \$15, mais en quoi cela va-t-il aider l'emploi? Cela ne changera rien. Là encore, ce n'est qu'une comédie. Le chef de l'opposition a décidé de faire des propositions conçues pour attirer l'attention et pour gagner des votes, mais qui ne sont assurément pas destinées à fournir des emplois.

Le budget du ministre des Finances (M. Turner), lui, est conçu dans ce but. J'y reviendrai dans un instant. J'aimerais tout d'abord commenter les observations du chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis). J'estime que le discours de ce dernier manquait beaucoup d'originalité. Il serait peut-être temps que ce parti envoie son nouveau chef rejoindre son prédécesseur. J'avais pris l'habitude d'entendre le chef du Nouveau parti démocratique dire que la montagne avait accouché d'une taupe...

Une voix: D'une souris.

M. Kaplan: ... mais l'image est maintenant usée. Le nouveau chef du NPD nous refait constamment son numéro de l'innocent qui entre à la Chambre plein d'espoir pour la société juste, et ensorcelé par le premier ministre (M. Trudeau) et notre nouveau ministre des Finances. Il se lève, sort ses papiers jaunes, et nous déclare que pour une fois ses espoirs ont été déçus et ses pires craintes se sont réalisées. Que trouve-t-il? Non pas un nouveau chef, mais une réplique de Mackenzie King; non pas M. John Turner, mais encore M. Benson. C'est usé jusqu'à la corde.

Des voix: Règlement!

M. Kaplan: C'est là un numéro passé qu'il refait trop souvent. Permettez-moi de traiter de son argument principal. Il affirme que le gouvernement favorise les sociétés aux dépens des particuliers. Le point de départ erroné sur lequel se fonde tout son argument, c'est qu'il y a un secteur des sociétés et un secteur des particuliers, et différentes couches de population. A l'écouter, on a l'impression qu'il y a quelque part une classe de gens qui font partie du secteur des sociétés et qui vivent dans le luxe, qui ne travaillent pas, qui ne paient pas d'impôts, qui peuvent déduire toutes leurs dépenses et vivent en parasites alors que les particuliers sont ceux qui produisent les marchandises, qui accumulent les économies et qui exécutent toute notre activité industrielle, en plus de payer tous les impôts.

Je pense que le simple fait de donner la signification des prémisses prouve bien leur caractère erroné. Il n'y a aucune différence entre les sociétés et les particuliers. Il n'y a que des gens dans notre pays. Des gens qui paient leurs impôts, les entreprises n'étant que des instruments. Il est tout à fait ridicule de sa part de déclarer qu'une réduction de l'impôt des sociétés consiste à accorder un avantage à une catégorie privilégiée de personnes. Il sait parfaitement bien que ce sont des gens qui paient des impôts et que lorsque les impôts des sociétés augmentent, le prix des marchandises tend à augmenter. En fin de compte, tous les impôts sont payés par les gens.

M. Orlikow: Quels gens?

Une voix: Dites-nous quels gens.

M. Kaplan: Toutes, selon une formule progressive. Monsieur l'Orateur, je pense que je ne convaincs pas les députés du NPD, mais je peux leur apporter un argument massif. Le rapport Carter, qu'ils vénèrent tant et qu'ils considèrent comme le nec plus ultra en imposition équitable, imposerait une taxe de zéro p. 100 aux sociétés du

Canada. Aux termes des propositions du rapport Carter, tous les impôts seraient payés par des gens. L'intégration est prévue et les sociétés sont ce qu'elles sont: l'instrument. Les députés du Nouveau parti démocratique ne l'ont jamais considéré comme un véritable succès, car il a été indiqué très clairement dans l'analyse du rapport Carter que les impôts sont payés par des gens et que l'entreprise n'est qu'un véhicule qui sert les intérêts des consommateurs, fournit des emplois et accumule épargnes et profits pour les portefeuillistes. Je pense que le chef du Nouveau parti démocratique se doit de donner à ses partisans une meilleure analyse des problèmes du Canada qu'il ne l'a fait ce soir. Il a parlé de stimulants fiscaux et a déclaré, ce qui est absurde, que les machines font disparaître les emplois et que tout stimulant visant à créer des emplois par l'ajout de machines tendrait plutôt à diminuer le nombre d'emplois au Canada.

J'exhorte le chef du NPD à envisager toutes les économies du monde. S'il considère les économies qui n'ont pas de machines du tout, il s'apercevra que les pays concernés connaissent un taux élevé de chômage. Qu'il considère ensuite les économies les plus avancées, celles qui possèdent les plus récentes machines et méthodes industrielles. Je veux lui dire que la modernisation et la mécanisation sont la clé du plein emploi au Canada, et non pas le contraire. Il est ridicule de prétendre qu'un stimulant qui tendrait à rendre notre économie plus rentable agirait à l'encontre des intérêts du travailleur. J'espère qu'aucun de ses partisans ne croira une telle déclaration.

M. Howard (Skeena): Pourquoi n'essayez-vous pas de travailler dans l'industrie afin de le vérifier?

M. Kaplan: Je l'ai fait. J'aimerais parler ce soir de la stratégie industrielle canadienne et montrer comment le budget de la semaine dernière y contribue positivement. Pendant la première moitié de ce siècle il semble que les objectifs industriels canadiens aient été nets et passablement stables. Notre économie est divisée en deux secteurs: le secteur international et le secteur national. Notre secteur international alimente les marchés mondiaux. Il s'agit de produits qui ont atteint l'excellence internationale en termes d'économie de production et de qualité.

Ces marchandises comprennent les produits agricoles, les bois, les pâtes et papiers et les minéraux. Grâce à la subvention aux transports et à des politiques fiscales de stimulation ce secteur a acquis la position fondamentale saine qu'il occupe aujourd'hui. Bien sûr, le secteur international est soumis aux événements internationaux. Le gouvernement peut difficilement intervenir directement à l'appui du secteur international lorsque la concurrence étrangère s'accroît ou que les marchés étrangers se ralentissent. Bien qu'il soit soumis à des tendances cycliques, le secteur international de l'économie canadienne est en bonne position actuellement.

• (2110)

L'autre secteur de notre économie est le secteur intérieur des produits manufacturés. Dans celui-ci, la stratégie industrielle du Canada consistait à s'assurer que l'ensemble du marché intérieur était effectivement approvisionné en produits fabriqués au Canada. On stimulait ainsi l'expansion industrielle et le secteur de la fabrication au moyen d'un marché protectionniste. Les politiques du gouvernement dans ce domaine étaient notamment: une future politique d'immigration, la protection des tarifs et, plus tard, des initiatives comme des subventions et des prêts du gouvernement et des organismes publics à l'industrie.